

PUBLICATION | SEP 2026

ECOWAS Policy Analysis Series

Faire face à l'exode: la mobilité internationale des jeunes, le phénomène « Japa » et la résilience économique en Afrique de l'Ouest

Par Adedeji Aina Ademola

DROITS ET AUTORISATIONS

Cet ouvrage est disponible sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>. Cette licence permet aux utilisateurs de distribuer, de remixer, d'adapter et de transformer le contenu sur tout support ou format, à des fins non commerciales uniquement, et à condition que le créateur soit dûment crédité.

AVERTISSEMENT

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet « Appui à la Commission de la CEDEAO pour le développement organisationnel » à la demande du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mise en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le contenu des publications ne reflète pas nécessairement la position officielle de la GIZ ou du gouvernement allemand. La GIZ et le BMZ déclinent toute responsabilité quant au contenu des sites web externes référencés dans cette publication.

Cet article fait partie de la Série d'analyses des politiques de la CEDEAO (EPAS), une initiative mettant en lumière les points de vue des leaders d'opinion et des chercheurs africains sur la CEDEAO. L'EPAS vise à examiner de manière critique l'évolution de la CEDEAO au cours des cinq dernières décennies, du point de vue des universitaires et des citoyens, et à contribuer à une vision prospective de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. La série EPAS est coordonnée par l'Africa Policy Research Institute dans le cadre du projet « Appui à la Commission de la CEDEAO pour le développement organisationnel ». Ce projet est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

INTRODUCTION

En 2008, la CEDEAO a établi une Politique de la Jeunesse et un Plan d'Action Stratégique comme cadre principal pour répondre aux divers besoins et aspirations des jeunes d'Afrique de l'Ouest. Depuis sa création, la CEDEAO a enregistré des avancées tangibles dans la promotion de la libre circulation des personnes et des biens, facteur d'intégration régionale. Cependant, la gestion de l'exode des citoyens, notamment des jeunes, hors du continent nécessite encore des discussions et des actions plus approfondies. En effet, l'émigration des jeunes prive l'Afrique de la main-d'œuvre qualifiée et de jeunes talents essentiels au développement. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest n'ont pas mis en œuvre scrupuleusement les politiques d'aide à la jeunesse. Ceci est évident si l'on considère la quasi-exclusion des jeunes de la gouvernance : les moins de 35 ans représentent moins de 20 % des élus ou des fonctionnaires, alors qu'ils constituent plus de 50 % de la population. Parallèlement, le chômage massif dépasse souvent 30 % et l'inégalité d'accès à la santé et à l'éducation dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, comme en témoignent les faibles ratios médecins/patients, la déscolarisation des enfants, etc.

Dans la zone CEDEAO, le taux d'émigration des jeunes – définis dans la Politique de la jeunesse de la CEDEAO comme toute personne âgée de 15 à 35 ans – vers des destinations hors du continent africain est en constante augmentation. Ce mouvement, qui a débuté dans les années 1980 pendant la crise économique, a pris une ampleur considérable au XXI^e siècle. Cette situation a entraîné des conséquences tangibles, telles que la réduction de la main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les secteurs de la santé, des technologies et de l'éducation, ainsi qu'un ralentissement de la croissance industrielle, un affaiblissement des services publics et une dépendance accrue aux transferts de fonds, au détriment du développement d'économies locales fortes. Au Nigéria, le concept de *japa*, un mot de la langue yoruba, est utilisé pour décrire l'émigration. Ce terme est devenu courant, en particulier parmi les personnes qui souhaitent chercher des pâturages plus verts à l'étranger.

Cet article soutient que l'émigration des jeunes pourrait créer des opportunités dans la zone CEDEAO grâce à des investissements dans l'économie numérique, à la création

d'une base de données sur les compétences de la diaspora, à l'optimisation des transferts de fonds en les encourageant à investir plutôt qu'à les utiliser pour la consommation à court terme et à la réduction des frais de transfert de fonds.

« L'émigration des jeunes pourrait générer des opportunités au sein de l'espace CEDEAO à travers des investissements dans l'économie numérique. »

L'article utilise le Nigéria comme étude de cas et rassemble des données issues de rapports officiels d'institutions nationales et internationales, de publications universitaires et de sources en ligne. Le Nigéria constitue un exemple pertinent compte tenu de sa population importante, estimée à 228 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population ouest-africaine.

TENDANCES ET DESTINATIONS DES JEUNES MIGRANTS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ 300 000 migrants ouest-africains ont entrepris des voyages à travers le désert du Sahara et la mer Méditerranée. Cette migration irrégulière a suscité des inquiétudes parmi les parties prenantes, allant des défis politiques et sécuritaires qu'elle pose aux gouvernements nationaux et à la CEDEAO, tels que la gestion des frontières, la lutte contre la traite des êtres humains et la gestion des risques sécuritaires, jusqu'au coût émotionnel et économique qu'elle représente pour les proches des migrants et les communautés locales dont ils sont issus.

Alors que la population de l'Afrique de l'Ouest est estimée à 423 millions, les jeunes âgés de 15 à 35 ans, selon la Charte africaine de la jeunesse, représentent environ 53 % de ce nombre (Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix, 2021). Avec plus de 1,2 million de jeunes migrants internationaux en 2015 - définis comme des jeunes (généralement âgés de 15 à 24 ans, ou jusqu'à 35 ans en Afrique) qui se déplacent dans un autre pays pour au moins 3 mois - les pays d'Afrique de l'Ouest sont la principale source de jeunes migrants en Afrique subsaharienne. L'OIM Gambie (2019) a estimé qu'environ 12 000 jeunes gambiens sont arrivés en Europe en 2016. De même, les statistiques ont montré que le nombre de migrants ivoiriens empruntant la route de la Méditerranée centrale vers l'Europe était le troisième plus élevé d'Afrique de l'Ouest. Il convient de noter que les jeunes émigrent non seulement des pays de la zone CEDEAO vers l'Europe et d'autres pays du Nord, mais aussi au sein de la région ouest-africaine. Par exemple, on estime à 4 millions le nombre d'Africains de l'Ouest qui migrent dans la région CEDEAO.

La migration de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe est passée de 12 % en 1990 à 19 % en 2020, tandis que le taux de migration de l'Afrique de l'Ouest vers l'Amérique du Nord est passé de 3 % à 10 % au cours de la même période. Entre autres facteurs, cette tendance est due à une collaboration accrue entre les principales parties prenantes en Afrique de l'Ouest et en Europe pour améliorer la gestion des migrations avec des initiatives comme le Nouveau Pacte sur la migration et l'asile et la promotion de la migration légale de main-d'œuvre entre les continents (Adhikari, Clemens, Dempster

et Ekeator, 2021). Par exemple, la coopération UE-pays tiers dans le cadre du Pacte comprend des dispositions relatives aux voies légales et aux partenariats avec les pays d'origine, tandis que la CEDEAO a élaboré une stratégie régionale de migration de la main-d'œuvre.

DÉFIS ET PRINCIPAUX FACTEURS DE L'ÉMIGRATION DES JEUNES EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'enquête Afrobarometer dans 34 pays africains, y compris les pays d'Afrique de l'Ouest (Asiamah, Sambou, & Bhoojedhur, 2021), a révélé que près de la moitié des jeunes Africains émigrent en raison du chômage. L'exode de nombreux jeunes ouest-africains vers des destinations extérieures à la sous-région est lié à des taux de chômage élevés chez les jeunes, qui s'élèvent à près de 13 % en Afrique de l'Ouest en 2023 (Kelong, 2025 : 298; Okunade et Awosusi, 2023; et Aliyu, Salisu et Kale, 2024). En 2022, le ministère nigérian du Budget et de la Planification nationale a déclaré que le pays comptait une population jeune d'environ 151 millions de personnes, soit environ 70 % des 217 millions de personnes estimées dans le pays cette année-là. Plus de 53 % des jeunes Nigériens sont au chômage, selon les données du ministère. D'autres pays d'Afrique de l'Ouest sont également confrontés à des situations similaires. Le chômage des jeunes au Ghana s'élevait à 21 % en 2023, selon l'agence statistique du pays. Au Sénégal, les personnes âgées de 15 à 34 ans représentent environ 58 % de la population en âge de travailler et environ 62 % de la population au chômage (Diallo, Dieye, Tall et Mazu, 2024).

L'émigration des jeunes reflète des problèmes plus structurels ancrés dans un contexte géopolitique marqué par une instabilité violente, une fragilité économique et des crises sécuritaires régionales. Le départ de jeunes instruits et qualifiés contribue à une fuite des cerveaux de la région, affaiblissant son marché du travail et alimentant le mécontentement de ceux qui restent en les privant de la création d'emplois, du mentorat et des services essentiels que les jeunes qualifiés auraient pu fournir. Les chercheurs ont présenté la fuite des cerveaux en Afrique de l'Ouest comme une menace pour le développement et la sécurité (PNUD, 2020 ; Falola, 2022). Les pressions migratoires sont accrues par le djihadisme, car des acteurs non étatiques tels que Boko Haram et Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) contribuent significativement aux migrations forcées, de nombreuses personnes déplacées au Nigéria et au Mali étant réticentes à rentrer en raison de l'insécurité persistante. La crédibilité de la CEDEAO pourrait être mise à mal par son incapacité à stabiliser les zones de conflit ou à créer des opportunités pour les jeunes. Depuis 2009, le Nigéria a enregistré plus de 350 000 décès attribués aux attaques des insurgés. Plus de 2 millions de personnes au Nigéria ont été déplacées de leurs communautés, en particulier dans la partie nord-est du pays, dont plus de 244 000 réfugiés, dispersés dans la région du bassin du lac Tchad, en raison de l'extrémisme djihadiste.

Au début des années 2020, les pays d'Afrique de l'Ouest affichaient des perspectives prometteuses. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal figuraient parmi les 10 économies à la croissance la plus rapide au monde (Oxfam, 2019). Cependant, les inégalités de

richesse demeurent profondément ancrées dans la région, le 1 % des personnes les mieux rémunérées d'Afrique de l'Ouest détenant une part disproportionnée des richesses de la région. Les conclusions d'Afrobarometer, citées dans l'OIM (2020), suggèrent que les raisons économiques et la pauvreté sont des facteurs majeurs qui poussent de nombreux Ouest-Africains à chercher des horizons plus cléments à l'étranger.

Bien que des initiatives régionales, telles que la Politique de la jeunesse de la CEDEAO (2008), n'aient pas été mises en œuvre efficacement, certains pays de la région font des tentatives isolées pour lutter contre la migration des jeunes. Lors d'une cérémonie de remise de diplômes en 2024, le président nigérian Bola Tinubu a demandé aux jeunes d'éviter le syndrome du Japa. Des initiatives telles que le programme « Pas trop jeune pour courir », la Politique de prêts étudiants et le Fonds pour les micro, petites et moyennes entreprises sont mises en place pour aider les jeunes à développer leur potentiel.

RECOMMANDATIONS

- **Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent adopter une approche à plusieurs volets. Cela commence par l'investissement dans l'économie numérique, compte tenu de son rôle avéré dans la création d'emplois et l'entrepreneuriat pour les jeunes.** En s'appuyant sur des initiatives existantes telles que le Centre de transformation numérique du Nigéria, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest peuvent intensifier et reproduire la création d'académies de codage, de pôles technologiques et de centres d'incubation pour former les jeunes à la programmation, à l'intelligence artificielle et au marketing numérique. Les gouvernements doivent s'associer à la CEDEAO et aux organisations du secteur privé pour étendre l'accès au haut débit et le rendre largement accessible. Selon une étude de recherche menée par Basol, Sevgi et Yalcin (2023), l'économie numérique a permis la création d'emplois pour les jeunes dans 27 pays européens de 2018 à 2021. Pour l'UE, au cours de cette période, chaque amélioration majeure de la numérisation a été liée à une baisse d'environ 4 points de pourcentage du chômage des jeunes. Il s'agit d'un modèle qui peut être reproduit en Afrique de l'Ouest avec des investissements opportuns dans l'économie numérique.
- **La CEDEAO devrait créer un fonds d'intervention rapide pour l'aide d'urgence et une base de données sur les compétences de la diaspora afin de mettre en relation les investisseurs étrangers et les initiatives commerciales locales.** L'organisation devrait créer un portail de compétences pour la diaspora ouest-africaine et organiser un sommet annuel de la diaspora de la CEDEAO afin de garantir un dialogue régulier avec les participants. Les gouvernements peuvent contribuer à faciliter l'acquisition par les jeunes ouest-africains des compétences nécessaires pour gagner leur vie en renforçant les liens avec les professionnels de la diaspora, qui peuvent leur offrir mentorat, conseil et d'autres opportunités de développement des compétences.

BIBLIOGRAPHIE

Adhikari, S., Clemens, M., Dempster, H., & Ekeator, N. L. (2021). *Expanding legal migration pathways from Nigeria to Europe: From brain drain to brain gain*. The World Bank.

Aliyu, S. U. R., Salisu, A. A., & Kale, O. (2024). *Migration and youth unemployment in Africa: Implications for the African Continental Free Trade Area* (Afreximbank Research Policy Series, APRWPS/2024/10). African Export-Import Bank.

Asiamah, G. B., Sambou, O. D., & Bhoojedhur, S. (2021, November 3). *Africans say governments aren't doing enough to help youth* (Afrobarometer Dispatch No. 486). Afrobarometer.

Bensah, J. (2025). *The role of ECOWAS in international migration* (ODUMUNC 2025 Issue Brief). Old Dominion University Graduate Program in International Studies.

Danziger, R. (2018, December). *Confronting the challenges of migration in West and Central Africa*. *Africa Renewal*.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). (2010). *Politique de la jeunesse de la CEDEAO et plan d'action stratégique*. Commission de la CEDEAO, Abuja, Nigéria.

Diallo, T. M., Dièye, A., Tall, T., & Mazu, A. (2024). *Examen empirique des politiques d'emploi des jeunes et de leur impact au Sénégal* (Rapport no 275). Partnership for Economic Policy.

Fleming, L. (2023, October 1). *Senegal's navy intercepts boats carrying 600 would-be migrants*. *BBC News*.

Fortune, F., Ismail, O., & Stephen, M. (2015). *Rethinking youth, livelihoods, and fragility in West Africa: One size doesn't fit all*. Fragility, Conflict, and Violence Group, World Bank.

Ghana Statistical Service (GSS), 2024. *Ghana Statistical Service Monthly Press Release*.

Institute for Security Studies (ISS). (2021, July 26). *Information alone won't stop illegal migration from Cote d'Ivoire*. *ISS Today*.

International Organization for Migration (IOM). (2016). *IOM highlights humanitarian needs of 2.4 million displaced in northeast Nigeria*.

Kelong, N. N. (2025). *The impact of youth unemployment on migration and development in Nigeria*. *International Journal of Social Science Research and Review*, 8(5), 297–322.

Managing Conflict in Nigeria Policy Brief. (2021). *Prospects and challenges of non-violent resolution of insurgency in North East, Nigeria* (Issue 1).

Mfum, M. S. (2025, February 25). *Desperate journeys: Ghanaian youth risk death for a future in Europe*. *Radio France Internationale*.

Migration Data Portal. (2025, January 31). *Regional data overview: Western Africa*.

Nigerian Education Loan Fund. (2025). *Frequently asked questions*.

National Planning Commission. (2022). FG inaugurates committee to tackle increasing unemployment in Nigeria.

Odoh, I. (2024, July 24). Japa: ECOWAS Parliament expresses concern over irregular youth migration. *Leadership*.

Okunade, S. K., & Awosusi, O. E. (2023). The Japa syndrome and the migration of Nigerians to the United Kingdom: An empirical analysis. *Comparative Migration Studies*, 11(27).

Onje, O. (2024, July 11). Japa: 300,000 West African migrants risk lives annually on dangerous routes. *Business Day*. March 2, 2025.

Oxfam. (2019). The West Africa inequality crisis.

Selotlegeng-Mbe, L. (2023). Youth and migration: Perspective of African countries. In *Recent Trends in Demographic Data*. IntechOpen.

Tukur, S. (2018, May 31). Buhari signs "Not Too Young To Run" bill. Premium Times.

United Nations Development Programme (UNDP). (2020). Early warning and preventing violent extremism: A toolkit.

World Bank. (2024). *Nigeria: Overview*.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Adedeji Aina Ademola est doctorant au Département des relations internationales de l'Université Obafemi Awolowo, à Ile-Ife, au Nigéria, et chercheur associé à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme, à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Ses recherches portent sur l'économie politique des inégalités en Afrique, la sécurité, les conflits et les questions de développement en Afrique. Il est membre de l'Ife Institute of *Advanced Studies* et du *Conflict Research Network West Africa*. Il a reçu une reconnaissance et un soutien financier pour divers aspects de ses recherches, notamment des subventions du *Hong Kong Research Council*, de l'*African Research Universities Alliance* (ARUA) / United Kingdom Research and Innovation (UKRI), de l'Union européenne, de la *British Academy*, du *Swedish Research Development Council* et de l'Université Obafemi Awolowo, à Ile-Ife.



L'Africa Policy Research Institute (APRI) est un think tank africain indépendant et non partisan. Il mène des recherches sur des enjeux majeurs liés aux politiques publiques concernant les pays africains et le continent dans son ensemble. APRI contribue à éclairer les processus d'élaboration des politiques de l'Allemagne et de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique. Par ailleurs, APRI propose des pistes d'action aux décideurs africains et aux acteurs de la société civile.

Mentions légales

APRI - Africa Policy Research
Institute gGmbH
Prinzenstrasse 85D
10969 Berlin
Allemagne

Directeur exécutif

Dr. Olumide Abimbola
Contact: Dr. Amandine Gnanguènon,
Chercheur principal et responsable du
programme Géopolitique et géoéconomie
Email: agnanguenon@afripoli.org

Licence

Cet ouvrage est disponible sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>